

# Perspectives Ecologiques

## Huit remarques sur la Transition Energétique Mars 2017

On a envie de saluer une forme d'audace de la part de Reporterre, qui vient d'ouvrir ses colonnes à un échange contradictoire sur la question des "énergies renouvelables", donc de la Transition Energétique. Les protagonistes en sont Nicolas Casaux, membre des collectifs Le Partage<sup>1</sup> et Deep Green Resistance<sup>2</sup>, et Cyril Dion, cofondateur du mouvement des Colibris<sup>3</sup> et coréalisateur du film blockbuster "Demain"<sup>4</sup>.

Le développement actuel des "énergies renouvelables" fait-il "partie de la solution", ou est-il seulement la continuation de la destruction de la planète par d'autres moyens? Le débat suscité ici par Reporterre a le mérite de poser franchement la question.

Après un premier échange d'articles<sup>5</sup>, un troisième texte par Nicolas Casaux<sup>6</sup> élabore la controverse sous la forme d'un choix de priorités: priorité à la nature, ou priorité à ce que le collectif Le Partage désigne de façon menaçante comme la "civilisation"? Autrement dit, une écologie éco-centrée versus une écologie anthropocentrique.

Tout ceci appelle plusieurs remarques, nous en formulerons ici huit.

La première concerne l'entrée en matière fournie par Reporterre, qui introduit le débat en posant que "*Les énergies «renouvelables» semblent faire consensus*", et présente Nicolas Casaux comme une "*voix dissonante dans ce concert enthousiaste*". Ces simples énoncés étonnent, car s'il y a pu y avoir effectivement un enthousiasme initial, disons un effet de mode, au cours des quinze dernières années, certains signaux indiquent que celui-ci est largement émoussé.

Dans tout ce qui suit, nous mettons "énergies renouvelables" entre guillemets, une façon de tenir à distance l'idée saugrenue selon laquelle les objecteurs aux "énergies renouvelables" seraient mus soit par une aversion irrationnelle au soleil et au vent, soit, de façon symétrique, par une affection débordante pour ce que nous appellerons les "énergies héritées", essentiellement fossiles et nucléaire.

---

<sup>1</sup> Collectif Le Partage: <http://partage-le.com/fr/>

<sup>2</sup> <https://deepgreenresistance.fr/>

<sup>3</sup> [www.colibris-lemouvement.org](http://www.colibris-lemouvement.org)

<sup>4</sup> <http://www.demain-lefilm.com/>

<sup>5</sup> Article Nicolas Casaux :

<https://reporterre.net/Les-energies-renouvelables-ne-font-que-continuer-la-civilisation-industrielle>

Article Cyril Dion:

<https://reporterre.net/Pour-changer-la-societe-nous-devons-etre-des-millions-pas-une-poignee-de>

<sup>6</sup> <http://partage-le.com/2017/03/defendre-la-nature-ou-defendre-la-civilisation-a-propos-de-savoir-ce-que-lon-veut/>

Ce qui fait débat ici, c'est bien les technologies, les politiques énergétiques et les politiques d'aménagement du territoire qui définissent et encadrent les modalités de captation des énergies dites nouvelles, et la mesure dans laquelle, au titre de ces modalités, on construit une solution de remplacement viable eu égard à la fois aux besoins satisfaits et aux problèmes causés par les "énergies héritées". Or, dès qu'on se focalise sur les *modalités concrètes* de mise en œuvre, toute apparence de consensus se dissout rapidement. Développer des perspectives abstraites est une chose - Négawatt, scénarios ADEME, Troisième Révolution Industrielle etc. Mais décider concrètement: quelles terres cultivables doivent être consacrées à la production d'agrocarburants et de biomasse? L'unanimité se dissout très vite. Construire de nouveaux barrages? Quel consensus, à Sivens et après Sivens? Brûler 800000 tonnes de biomasse par an dans la centrale de Gardanne? Les *voix dissonantes* sont y compris au sein du ministère de l'Environnement, où un haut fonctionnaire qualifie le projet de "*désastre en termes d'utilisation de la ressource*"<sup>7</sup>, et ce sont des collectivités territoriales en Haute-Provence, PNR du Lubéron en tête, qui portent le recours en justice pour faire obstacle au projet. Fixer la distance de reculement entre éoliennes industrielles et habitations? 500m, 1000m, 1500m, plus? Députés et sénateurs auront ferrailé sur le sujet pendant toute la durée du débat parlementaire sur la Loi de Transition Énergétique, et parmi les voix dissonantes, c'est un membre de la majorité gouvernementale qui prévient la ministre Ségolène Royal d'un scénario de guerre civile (c'est l'expression qu'il emploie) dans les territoires concernés<sup>8</sup>. Dans ce contexte général, introduire le point de vue d'un Nicolas Casaux comme "*une voix dissonante*" dans un "*concert enthousiaste*" en faveur des "énergies renouvelables" est étonnant. La réalité sociologique globale du développement des "énergies renouvelables" et de la Transition Énergétique est caractérisée par le clivage et le dissensus.

Ceci dit, il y a effectivement par ailleurs, si l'on peut dire, des poches de consensus. D'abord un consensus d'opinion - il est pour l'essentiel limité aux populations non directement exposées aux réalisations, et largement suscité par le traitement monochrome (mélange de vert et de rose) de la part de la quasi-totalité des médias influents (notons ici la différence fondamentale de nature entre un "*concert enthousiaste*" et un *consensus* au sein du corps social).

---

<sup>7</sup> Pierre-Marie Abadie, Directeur de l'Energie, audition sénatoriale du 2 octobre 2013: <https://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20130930/devdur.html#toc4>

<sup>8</sup> Serge Janquin, député socialiste du Nord: "*Les articles de presse sont aujourd'hui légion et les fourches sont sorties contre l'État, accusé de laisser faire, et les avocats établissent déjà des demandes d'indemnisation de la perte de valeur des logements en cause. Je sais que c'est un argument auquel vous êtes susceptible d'être sensible, madame la ministre: plutôt que de nous laisser entraîner dans une situation de guerre civile, faute d'avoir suffisamment réfléchi à l'incidence de nos décisions, il vaudrait mieux avoir la sagesse d'agir avec précaution pour éviter les drames qui s'annoncent.*" Assemblée Nationale, troisième séance du jeudi 21 mai 2015: <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cr/2014-2015/20150237.asp>

On discerne également aisément un consensus politique - il rassemble le fameux UMPS, élargi pour la circonstance au Front de Gauche et à EELV, mais avec des motivations sous-jacentes qui sont de toute évidence foncièrement divergentes.

Un consensus peut-être parmi l'audience de Reporterre? On peut en douter, mais si c'était le cas, ce serait un consensus de façade, une façon d'éviter les sujets qui fâchent. Certes, Reporterre est visité par les citoyens qui se sont enthousiasmés pour le film "Demain", mais aussi par des gens qui dans les territoires sont en première ligne face aux réalités du terrain. Beaucoup parmi ces derniers, quand on leur parle d'"énergies renouvelables", pensent immédiatement "*colonisation énergétique*", or l'expression est d'Hervé Kempf lui-même<sup>9</sup>.

La caractéristique principale de tout consensus sur les "énergies renouvelables" est d'être rendu possible par, et d'être limité à, un *entre-soi*. Evidemment, des consensus limités à des catégories de populations n'ont pas une valeur agrégée de consensus au niveau du corps social dans son ensemble. A ce niveau-là, c'est précisément le contraire qu'on observe. Dans ces conditions, autant mettre le dissensus sur la table, autant faire clairement état des fractures, des clivages. Le faire alors de façon équilibrée. Il n'y a pas d'un côté un consensus, de l'autre une voix dissonante: il y a une société divisée.

\*

La seconde remarque vient en corollaire de la première. Présenter Nicolas Casaux comme "*voix dissonante*" peut malencontreusement entraîner le discours de Cyril Dion, dans son texte de réponse au même Casaux, à suggérer de façon sans doute involontaire une caricature de son contradicteur. Le stéréotype usuel en la circonstance est celui de l'"*écologiste extrémiste qui veut revenir à la bougie*". La pensée de la société de masse, pour reprendre l'expression qu'utilise Casaux, est saturée par l'amalgame entre radicalité et extrémisme, et cette confusion sémantique n'aura pas été atténuée, c'est le moins qu'on puisse dire, par le discours ambiant suite aux attentats terroristes des deux dernières années. Bien au contraire, cet amalgame est devenu un pilier cognitif du dispositif de contrôle social. Ainsi, si le discours de Cyril Dion flirte vaguement avec ce stéréotype de l'"*écologiste extrémiste qui veut revenir à la bougie*", la question qui se pose est: Cyril Dion est-il lui-même victime du dispositif de contrôle social, ou fonctionne-t-il comme agent actif de ce dispositif? On serait tenté de répondre: probablement les deux. Précisons bien les choses: le propos ici n'est pas de faire un quelconque procès à Cyril Dion personnellement. Il s'agit de suggérer peut-être que de façon structurelle, ce qu'on appelle le *militantisme de proposition* (incarné par Les Colibris, "Demain" etc) fonctionne comme outil de contrôle social à l'endroit du *militantisme de contestation*, par exemple

---

<sup>9</sup> Hervé Kempf: "Fin de l'Occident, naissance du monde", Seuil janvier 2013 (Hervé Kempf est le rédacteur en chef de Reporterre)

celui de l'écologie radicale, notamment en colportant le travestissement de la pensée radicale en "extrémisme". Car par définition, tout extrémisme est minoritaire, et par construction est connoté négativement dans l'esprit d'une majorité, qui ne s'y reconnaît pas.

Or encore, une caractéristique de l'évolution en cours de la mentalité citoyenne, dans un large éventail de domaines, dont notamment la Transition Energétique, est la forte montée d'une pensée radicale chez des gens qui n'ont jamais été et n'ont nullement l'intention de devenir extrémistes. Selon cette pensée radicale, c'est la Transition Energétique qu'on nous propose, c'est l'élan rifkinien vers la Troisième Révolution Industrielle<sup>10</sup>, compris comme la continuation de la fuite en avant technoscientifique et extractiviste, qui doivent être envisagés comme une forme d'extrémisme. La critique du "système", pour se contenter ici de ce mot-valise, consiste alors à faire apparaître le mode majeur de fonctionnement de celui-ci comme un gigantesque effort pour créer et maintenir une *acceptation majoritaire* de cette forme d'extrémisme.

De fait, un film comme "Demain", par l'adhésion et l'enthousiasme qu'il suscite, contribue à produire cette acceptation majoritaire. Or, s'il est éminemment sympathique de créer sa monnaie locale et de payer ses courses avec des billets de 21 "alter-euros", cela ne constitue pas un péril majeur pour la finance mondialisée - y compris si tout le monde faisait de même. Idem sur le volet énergétique. D'ailleurs Rifkin lui-même apparaît dans le film.

On adhère volontiers a priori à l'idée de chercher à s'adresser au plus grand nombre et, selon les mots de Cyril Dion, de "*partir de l'endroit où se trouvent les gens*". Mais il y a un besoin criant d'un film grand public qui soit à l'univers des "énergies renouvelables" ce que "Les nouveaux chiens de garde"<sup>11</sup> est au monde des élites politico-médiatiques, et on est au regret de constater que "Demain" n'est pas ce film-là. En matière d'"énergies renouvelables" et de Transition Energétique, un discours émancipateur qui veut s'adresser au plus grand nombre doit traiter en priorité de désenfumage. "*Partir de l'endroit où se trouvent les gens*" consiste d'abord à repérer que le lieu où ils se trouvent, c'est celui de la propagande et de la désinformation généralisée. Faire ce constat implique de s'être confronté soi-même de façon approfondie à la fois à l'information et à la contre-information. Une observation qui ressort assez rapidement de cette confrontation est que l'objection à la Transition Energétique dans sa forme actuelle n'est pas, sur l'ensemble du corps social, une posture particulièrement minoritaire. Non pas que la propagande perde par elle-même en efficacité, mais parce que mécaniquement, la fraction de la population exposée à la réalité et aux conséquences du déploiement des renouvelables s'accroît. L'objection à la Transition Energétique, sans forcément donner lieu à une élaboration intellectuelle poussée, débouche aisément sur une forme plus ou moins manifeste de radicalité. Cette radicalité transcende largement le seul stéréotype de "*l'écologiste extrémiste*". Elle est

---

<sup>10</sup> Jeremy Rifkin: "La troisième révolution industrielle", éd. Les Liens qui Libèrent, 2012

<sup>11</sup> "Les Nouveaux Chiens de garde", film documentaire de Gilles Balbastre & Yannick Kergoat, 2012. D'après Serge Halimi: "Les nouveaux chiens de garde", Poche Raisons d'Agir 2005

en train de se répandre dans l'ensemble du corps social. Il faut être particulièrement immergé dans un entre-soi - "bobo-écologiste" par exemple, pour ne pas s'en rendre compte. Mais pour qui s'en rend compte, une façon assez pragmatique de sortir du syndrome de la "*poignée de radicaux*" s'impose aussi bientôt à l'esprit: il s'agirait simplement que le plus grand nombre s'ouvre à la radicalité.

A cet effet, et en toute logique, le principe du colibri, si on se propose d'y recourir, peut tout aussi bien s'appliquer au militantisme de contestation, y compris radicale, qu'au militantisme de proposition: pour que ça marche, il suffirait que chacun, à sa mesure, y aille de son effort. Autrement dit encore, "*s'adresser au plus grand nombre*" n'est pas en soi antinomique de *cultiver la radicalité*. Envisager les deux comme antinomiques entraîne le risque de participer activement au dispositif de contrôle social. Il faudrait éviter que le militantisme de proposition se réduise à un "*militantisme de consentement*", c'est-à-dire à un oxymore.

\*

Troisième remarque, à nouveau dans la foulée de la précédente. Si "*l'écologiste extrémiste qui veut revenir à la bougie*" est une des caricatures de l'objection au déferlement industriel actuel des "énergies renouvelables", comment pourrait-on, à l'inverse, caractériser le profil du citoyen généralement consentant, celui qu'on choisira d'appeler ici, sans ironie particulière, "*l'écologiste tempéré*"? Risquons-nous à proposer quelques traits cognitifs parmi les plus marqués de ce profil-type:

- Le *manichéisme des filières*: d'un côté le nucléaire et les fossiles (= "pas bon"), de l'autre les énergies "*propres*".
- La *définition sélective du NIMBY*, calée sur ce même manichéisme: si vous vous opposez à un projet éolien près de chez vous, vous êtes un NIMBY qui ne pense qu'à son petit confort; si vous militez contre les gaz de schiste au même endroit (dans le même "back yard"!), alors vous êtes un héros pour vos contemporains et pour l'éternité des générations futures.
- Idem concernant les *lobbies industriels*, restreints sélectivement aux horribles multinationales du nucléaire ou des énergies fossiles; pour le reste, il faudrait éventuellement supposer que les multinationales de l'éolien ou du solaire sont de gentils industriels qui se lèvent tous les matins pour sauver la planète<sup>12</sup>.
- Une *définition étroite de la domination financière*: l'exécrable finance, ce sont les banques, les actionnaires des multinationales, les paradis fiscaux, et les mafias internationales. Pour le reste, le montage financier qui permet à un

---

<sup>12</sup> Ayant passé en revue tous les pourfendeurs patentés de lobbies industriels, depuis J.Bové & D.Cohn-Bendit ("Hold-up à Bruxelles: Les lobbies au coeur de l'Europe", éd. La Découverte, 2014) jusqu'au rigoureux Corporate Europe Observatory, nous avons renoncé à trouver parmi eux le moindre début d'un commencement d'examen critique du lobby des énergies renouvelables. Par ailleurs, il suffit d'aller dans "La troisième révolution industrielle" pour trouver des descriptions explicites et édifiantes du lobby des renouvelables (Siemens, Acciona etc), emmené par Rifkin lui-même, à la manœuvre au plus haut niveau.

opérateur éolien de garantir à des petits épargnants une rente de 7% par an ne semble pas devoir susciter de scrupule, ni de soupçon. On aurait mauvaise conscience à présenter ces caractéristiques, comme cela est fait ici, de façon par trop caricaturale, si ce n'était que la réalité comportementale et discursive des populations concernées est souvent tout autant tranchée.

En tout cas, les postures intellectuelles décrites ici sont marquées, lorsque confrontées à la réalité des choses, par une certaine tolérance à l'incohérence, et par une aptitude au *revirement instantané*.

Ainsi le manichéisme des filières s'évanouit promptement dès que les chiffres de production tombent. Confronté à l'observation que "*les énergies renouvelables ne produisent pas assez au moment où les besoins se font le plus sentir*", l'"*écologiste tempéré*" proteste: "*Il faut d'abord rappeler que la politique française repose sur un «mix énergétique», si bien qu'opposer les différentes énergies qui le composent me semble être un combat d'arrière-garde.*"<sup>13</sup> Ainsi, on remise pour un temps l'argumentaire anti-nucléaire et anti-fossile, mais dès la prochaine période de grand soleil et de grand vent, on sera à nouveau à l'avant-garde de la croisade.

Idem, la définition du NIMBY se brouille dès que l'"*écologiste tempéré*" se trouve lui-même exposé au déploiement industriel des "énergies renouvelables". S'il est vrai, comme l'indique un autre article de Reporterre, que les associations anti-éoliennes comptent parmi leurs membres des gens véritablement favorables aux énergies héritées, il est également notoire que parmi les anti-éoliens les plus vindicatifs, on trouve ceux qui au début réclamaient des turbines sur leur territoire et se sont activement associés aux projets. Comme quoi la différence entre l'"*écologiste tempéré*" et l'"*écologiste extrémiste*" n'a pas lieu d'être nécessairement de l'ordre de l'essence, ni même du tempérament, mais peut se ramener à une simple question de circonstances. Si le NIMBY, c'est celui qui refuse de sauver la planète, alors le NIMBY c'est toujours l'autre. Mais si le NIMBY est celui qui insiste pour vivre dans un environnement sain, ou en tout cas pas au milieu de pollutions ou de nuisances industrielles, alors qui a envie de ne pas être soi-même NIMBY?

La question des lobbies industriels met depuis quelque temps une pression désagréable sur le cadre conceptuel de l'"*écologiste tempéré*". De fait, si la dynamique d'évolution du mix énergétique a pu légitimement être envisagée à l'origine comme une course de petits chevaux entre les différentes filières industrielles, le cloisonnement sous-jacent s'estompe au fur et à mesure que bon nombre des acteurs "historiques" se redéployent pour intégrer en leur

---

<sup>13</sup> Voir: La filière éolienne réclame le soutien de l'Europe:

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/02/18/20002-20170218ARTFIG00008-la-filiere-eolienne-reclame-le-soutien-de-l-europe.php>

sein les filières renouvelables.<sup>14</sup> Cette agilité industrielle tend à plonger l'"*écologiste tempéré*" dans un silence gêné. Ce silence continue à faire le jeu du lobby des "énergies renouvelables", qui a fait de l'invisibilité au grand public sa force et sa stratégie: il lui suffit de distiller son influence par le truchement des politiques, institutionnels, médias, ONGs et associatifs idéologiquement acquis à sa cause.

En contrepoint au cas des lobbies, et de façon symétrique, l'"*écologiste tempéré*" manifeste le même mutisme perplexe devant les cas de contestation déterminée, à savoir par exemple les ZAD anti-éoliennes, comme celle qui vient d'être démantelée dans la région de Limoux (Aude).<sup>15</sup>

La consubstantialité des "énergies renouvelables" et de la finance semble se révéler abruptement à beaucoup de ceux qui, de gré ou de force, basculent de l'optimisme de la prospective à la réalité incertaine du terrain. D'abord bien sûr les dizaines de milliers de petits investisseurs spoliés, en Allemagne et en Espagne surtout pour l'instant, mais aussi simplement les "*écologistes tempérés*" lambdas, le jour où le rouleau compresseur de la "croissance verte" déboule dans leur vert territoire: on repousse alors soudain tel projet en le qualifiant de *spéculatif*, comme si 99% de la capacité renouvelable récemment installée était autre chose que spéculative, et on proteste qu'*il ne faut pas faire n'importe quoi n'importe où*, alors qu'on vient de passer des années à adhérer, parfois très activement, à un processus qui conduit à inonder le pays de centrales éoliennes, photovoltaïques ou biomasse, ce en l'absence de toute planification concertée.<sup>16</sup>

Enfin, on atteint des sommets de perplexité avec la question des infrastructures de transport - lignes HT et THT, transformateurs etc. Instinctivement, l'"*écologiste tempéré*" tend à voir dans chaque nouveau projet d'infrastructure le "grand projet inutile et imposé" par excellence, mais par ailleurs des milliers de km de nouvelles lignes sont nécessaires à la concrétisation des réseaux intelligents qui sauront intégrer les unités industrielles de production renouvelable. La posture de l'"*écologiste tempéré*" semble ici plombée par une incohérence ... radicale.

---

<sup>14</sup> Sur ce point, les stratégies des majors diffèrent: certaines restent focalisées sur leur cœur de métier, d'autres ont intégré par exemple le solaire (TOTAL, BP), d'autres se reconfigurent en se scindant (E.ON). ENGIE constitue un cas bien abouti de déploiement transversal, ayant ajouté à ses intérêts gaziers le nucléaire (Belgique), le charbon (Allemagne), et étant par ailleurs le principal opérateur de centrales éoliennes en France.

<sup>15</sup> Annonces de la création de la ZAD 21 Avril 2016: par France 3 Languedoc Roussillon <http://france3-regions.francetvinfo.fr/languedoc-roussillon/au-de-riverains-et-zadistes-luttent-contre-un-projet-de-parc-eolien-dans-la-haute-vallee-de-l-au-de-980400.html>

par La Dépêche du Midi:

<http://www.ladepeche.fr/article/2016/04/21/2329699-une-zad-s-installe-contre-un-projet-d-eoliennes.html>

<sup>16</sup> Une illustration est fournie par:

[http://www.amidelaterre.org/IMG/pdf/position\\_atvo\\_eoliennes\\_pnr\\_vexin\\_210512.pdf](http://www.amidelaterre.org/IMG/pdf/position_atvo_eoliennes_pnr_vexin_210512.pdf)

Pour ce qui est de la planification, plus de la moitié des Schémas Régionaux Eoliens établis en 2011-2012 ont été depuis annulés par les tribunaux administratifs.

Notre quatrième remarque concerne l'idée avancée par Cyril Dion, et récusée par Nicolas Casaux, de "*conserver le meilleur de ce que la civilisation nous a permis de développer (la chirurgie, la recherche scientifique, la mobilité, la capacité de communiquer avec l'ensemble de la planète, une certaine sécurité)*". Les exemples du "*meilleur*" tel qu'avancés par Cyril Dion nécessiteraient chacun sans doute une discussion approfondie, mais le principe général de vouloir conserver le meilleur est a priori légitime.

Tout l'enjeu est dans la traduction de ce principe en une méthode de réflexion et d'action collectives, autrement dit dans le "*comment?*".

L'urgence absolue semblerait de prendre d'abord la mesure exacte de la difficulté inhérente à cet enjeu. Il ne s'agit en effet de rien moins que de:

- . convenir de ce qu'est le meilleur;
- . convenir de ce qui, parmi le meilleur, peut raisonnablement être conservé;
- . déterminer comment se passer du reste, et comment éliminer le reste.

Le débat énergétique des dernières années en est exactement à ces questions-là: filières énergétiques, avenir du nucléaire etc. Libre à quiconque d'imaginer, s'il le souhaite, que ces questions ont été tranchées. Si c'était le cas, pourquoi y aurait-il alors tant de gens, comme nous-mêmes, qui pensent que nous n'en sommes toujours qu'au début, et qu'aucune réponse claire et consensuelle n'a encore été apportée?

La question du "*comment?*", c'est par exemple: au titre de quel *processus démocratique*? Ce qu'il y a de meilleur à conserver, que nous appellerions nos *biens communs fondamentaux*, selon quelle démarche collective envisage-t-on d'en fournir une définition qui puisse être authentiquement consensuelle?

Le "*comment?*", c'est aussi se fixer des critères selon lesquels on définit ce qu'est le meilleur, ou, comme le dit par exemple Cyril Dion, on détermine en quoi consiste "*minimiser au maximum*" l'impact général des activités humaines. Ces critères peuvent être extraits de cadres de réflexion bien différents. Un cadre de réflexion centré sur la nature et le vivant conduira à retenir des critères mettant l'accent sur la préservation des équilibres écosystémiques, et la soutenabilité des activités humaines au regard de ces équilibres. Un cadre de réflexion anthropocentrique tendra à retenir tout ce qui rend notre séjour sur terre agréable, ou du moins apparemment agréable. On retrouve déjà ici le dilemme qu'expose Nicolas Casaux dans sa seconde contribution. Comment trancher cette seule question sans s'engluer dans une polémique insurmontable, sachant que le débat met en présence des systèmes de valeur assez fortement divergents?

Le "*comment?*", c'est aussi procéder simplement à un inventaire de nos biens communs, inventaire à partir duquel on pourra s'efforcer de décider lesquels sont fondamentaux. Quelle ingénierie sociale pour procéder à un *inventaire critique complet* de l'ensemble de l'héritage transmis par les générations précédentes? Par exemple, un tel exercice est-il envisageable de façon concrète sans une période prolongée de moratoire complet sur l'activité technoscientifique dite d'"*innovation*", sur les réalisations industrielles



correspondantes, et sur les consommations de ressources et autres impacts attenants? Le tout afin de réorienter les efforts vers une compréhension plus approfondie des potentialités, impacts et conséquences de ce que nous avons déjà, et donc de la valeur de conserver, ou de renoncer à, tel ou tel artefact de la modernité. Pourra-t-on accomplir tout ceci en même temps qu'on force collectivement, la tête dans le guidon, dans la 3ème Révolution Industrielle? Et si un moratoire, ainsi justifié, est proposé, pourrions-nous éviter de sombrer collectivement dans une autre vaine polémique où les partisans du moratoire seront accusés d'immobilisme par des "progressistes" pour qui, de façon quasi naturelle, la voie serait déjà toute tracée?

Convenir de ce qu'est "le meilleur" nécessite d'en prendre le temps. Cela demande aussi en premier lieu, il nous semble, de refaire suffisamment société pour structurer de façon puissante l'interaction collective en espaces de dialogue où s'élaborerait, sans doute lentement et péniblement, une vision commune de nos biens communs fondamentaux. Dans cette optique, l'initiative de Reporterre de susciter l'échange d'articles auquel se rattache à son tour le présent texte est clairement un embryon précieux. Mais combien d'autres débuts de dialogue environnemental ont très vite capoté dès qu'on a voulu les ouvrir au-delà d'un entre-soi idéologique, sociologique ou sectoriel?

"*Nous avons donc besoin d'innover*", dit Cyril Dion. Certes. Et pour nous, il y a une innovation primordiale à faire advenir, en premier lieu. Elle consiste d'une part à définir, de façon véritablement collective et démocratique, certaines directions assez peu explorées dans lesquelles il s'agirait de commencer à innover, c'est-à-dire de sortir des cadres de comportement collectif conventionnels (nous venons d'esquisser quelques unes de ces directions). Cette même *innovation primordiale* consisterait d'autre part, à décider de certains autres domaines, à commencer par la technoscience, dans lesquels il serait urgent de cesser, au moins pour un temps d'"innover". C'est au prix d'un tel virage anthropologique qu'une "*transition*" pourrait commencer à correspondre au sens que nous donnons au terme.

\*

Notre cinquième remarque porte sur la dialectique de la solution et du problème. Il y a une question de psychologie cognitive individuelle qui détermine les dispositions de chacun soit plutôt à problématiser, soit plutôt à solutionner. Sans entrer dans cette considération générale, examinons simplement la dynamique temporelle au titre de laquelle ce qui est perçu comme "*solution*" à un moment donné peut évoluer pour devenir perçu comme problème. Quand le film "Demain" désigne les "énergies renouvelables" comme la solution pour, justement, demain, il est important de garder à l'esprit que les énergies héritées, considérées aujourd'hui comme faisant partie du problème, ont été introduites, par telle ou telle génération précédente, à titre de solution. Pour la génération de nos parents, le nucléaire a été la solution - et dénoncer le nucléaire à l'époque était signe de radicalité. Pour la génération précédente, les hydrocarbures ont été la solution. Et avant

encore, le charbon a été la solution. De même la voiture pour tous a été, au début du siècle dernier, promue comme La Solution au problème de la mobilité. C'est au titre de cette dialectique temporelle de la solution et du problème que se construit ce qu'on appelle désormais couramment *l'accroissement de la dette écologique*. On accumule des artefacts dont chacun est censé être la solution à tel autre qui l'a précédé et qui est devenu un problème, mais le nouvel artefact devient à son tour un problème avant que le caractère problématique de celui auquel il essayait de se substituer ait été résorbé. Cet effet cumulatif est manifeste lorsqu'on considère la dynamique du domaine de la production énergétique, y compris dans sa forme actuelle de Transition Énergétique.

A l'accroissement continu de la dette écologique correspond un accroissement parallèle du risque de *rejet générationnel* de cette dette.

Une véritable résolution de la problématique énergétique nécessite donc sans doute de cesser d'envisager les filières énergétiques selon le prisme solution/problème. Envisager plutôt la fuite en avant techno-industrielle sous l'angle du rejet générationnel de la dette écologique associée aux filières énergétiques qui constituent notre héritage – en premier lieu le nucléaire. Ceci permettrait peut-être, en la matière, de rapprocher les points de vue dits "*conservateurs*" des points de vue dits "*progressistes*".<sup>17</sup> Car un véritable progressisme ne saurait se permettre d'acter un rejet générationnel de la dette écologique. Et un véritable conservatisme ne saurait se contenter d'essayer de gérer au mieux notre héritage techno-industriel dans la seule sphère matérielle, mais devrait aussi intégrer le rejet social de cet héritage (par exemple à nouveau le mouvement anti-nucléaire radical) comme faisant désormais lui-même partie, en tant que phénomène sociologique, de l'héritage.

Notre propre disposition nous porte à considérer que les *solutions* ne sont pas comme des marchandises qu'on choisirait dans le rayon d'un supermarché, mais qu'elles surgissent de nulle part à force de mettre en mots les *problèmes*.<sup>18</sup>

\*

La sixième remarque revient sur l'ambition exprimée par Cyril Dion de « *croître dans nos qualités humaines: l'empathie, la connaissance, l'intelligence, le savoir-être, la capacité à coopérer* ». Appliqué à la réalité sur le terrain du déploiement des "énergies renouvelables", ce discours est certain de paraître à beaucoup comme teinté de surréalisme. Nous nous limitons ici à renvoyer

---

<sup>17</sup> Il faut lutter contre le double amalgame clivant qui identifie "progressisme" à "table rase", et qui identifie "conservatisme" à "immobilisme".

<sup>18</sup> On peut rapprocher l'image du "supermarché des solutions" de la critique que G. de Lagasnerie fait de ce qu'il appelle la "*pensée par objet*", qui "*se situe dans l'espace des réponses et rejette les questions dans l'ordre de la spéculation...*", en conséquence de quoi "*elle auto-organise son aveuglement*".

Geoffroy de Lagasnerie, *Penser dans un monde mauvais*, PUF Janvier 2017, p87-88

au récit de Joan Durand<sup>19</sup>, jeune agriculteur du Haut-Languedoc et témoin direct du programme d'industrialisation éolienne dans son secteur.

Les Joan Durand de se monde n'ont quasiment aucune exposition médiatique, y compris, et parfois surtout, dans les médias réputés "*écologistes*". Dans la novlangue de la Transition Énergétique, Joan Durand est désigné comme cas épineux de "*faisabilité techno-sociale*". On parlera de lui aussi en tant que problème d'"*acceptabilité sociale*" des "énergies renouvelables". Ou alors, selon le registre économique, d'"*externalité négative*", ou bien encore, dans le registre militaire, de "*dommage collatéral*". Il pourra relever néanmoins, pour revenir à une expression mentionnée plus haut, d'un scénario où *on* se sera satisfait d'avoir "*minimisé au maximum*" les impacts – sans forcément qu'il soit jamais très clair qui est "*on*"<sup>20</sup>. Nous laissons chacun apprécier dans quelle mesure ces divers éléments de langage favorisent une démarche nous permettant de "*croître dans nos qualités humaines*".

Si on prête attention à ce qu'en dit Geoffroy de Lagasnerie:

*"Ce qui est violent et problématique dans une société, c'est l'écart entre la façon dont nous sommes traités et la réalité de ce que nous sommes, l'écart entre la façon dont on parle de nous et ce que nous vivons. C'est cet écart-là qui produit de la violence"*<sup>21</sup>,

si donc on prête attention à cela, on pourra commencer à prendre conscience d'un lien assez tangible entre les "énergies renouvelables" et certaines formes très contemporaines, très prégnantes, et plutôt bien dissimulées de *violence sociale*. Et si la découverte de ce lien choque ou déconcerte, on pourra néanmoins se reconforter grâce à l'idée que

*"c'est par une rupture avec les sens communs que nous pouvons élaborer des savoirs qui ne seront pas complices des systèmes et qui pourront les défier"*<sup>22</sup>.

Insistons: le discours qui prospère sur le vocabulaire bureaucratique que l'on vient d'évoquer propage volontiers l'illusion selon laquelle les Joan Durand de nos campagnes seraient des *cas isolés*. L'illusion ici consiste à confondre "isolé" en termes de dispersion géographique et "isolé" au sens d'exception sociologique.

Reporterre a consacré récemment un article à la manifestation du 21 janvier à Rodez, qui a rassemblé 500 personnes opposées à l'industrialisation énergétique de l'Aveyron<sup>23</sup>, et qui s'est terminée par une échauffourée avec la police et une mise en garde à vue. On y lit que "*dans les discussions sur l'éolien, il reste difficile de démêler le vrai du faux*", ce qui nous paraît assez vrai pour l'ensemble des filières énergétiques. Il est important de laisser à

<sup>19</sup> Témoignage de Joan Durand, habitant du Parc Naturel du Haut-Languedoc - Février 2017  
<http://www.perspectivesecologiques.com/telechargements/Temoignage%20Joan%20Durand%20Mon%20Indignation%20Fevrier%202017.pdf>

<sup>20</sup> Ce "on", si ce n'est pas déjà le cas, sera probablement bientôt un algorithme

<sup>21</sup> Geoffroy de Lagasnerie, op. cit. p60

<sup>22</sup> Geoffroy de Lagasnerie, op. cit. p80

<sup>23</sup> <https://reporterre.net/Eolien-industriel-un-vent-frondeur-souffle-sur-l-Aveyron>

Reporterre et à l'audience de Reporterre tout le temps nécessaire pour surmonter le flou informationnel ambiant et arriver à décider si les "énergies renouvelables" font partie de la solution ou font partie du problème. Ceci dit, des progrès rapides devraient pouvoir être faits pour évaluer dans quelle mesure le programme actuel de Transition Energétique contribue, là où il se concrétise, à faire croître "*l'empathie, la connaissance, l'intelligence, le savoir-être, la capacité à coopérer*".<sup>24</sup> Mettre peut-être en suspens, ne serait-ce qu'un instant, le soutien actif aux communautés indigènes d'Amazonie, des vallées andines, d'Indonésie, bref de tous nos "autres bouts du monde", même si cette solidarité-là est aussi bien sûr éminemment nécessaire, exemplaire et louable, et simplement aller rendre visite aux Joan Durand si proches et à la fois si lointains de beaucoup d'entre nous.

\*

Notre septième remarque concerne l'affirmation citée dans le texte de Cyril Dion selon laquelle «*dans une lutte non violente, la seule arme dont vous disposez est le nombre*» (il cite ainsi le militant serbe Srdja Popovic). Cette affirmation semble inexacte. Les armes de la lutte non violente incluent également:

- le *droit*: il peut arriver que les recours juridiques permettent à David de triompher contre Goliath;
- l'*action déterminée sur le terrain*: les ZAD illustrent le fait que le courage et la détermination peuvent pallier l'infériorité numérique;
- le *discours vrai* – moyennant, on l'admet volontiers, un effort de plus en plus considérable pour parvenir à "*démêler le vrai du faux*".<sup>25</sup>

Toute lutte de transformation sociale part d'une configuration dans laquelle la posture de résistance est minoritaire et la posture de consentement majoritaire.

\*

Enfin, la huitième remarque revient sur l'article de Reporterre consacré à la manifestation de Rodez, dans lequel la militante Nelly explique que «*La transition énergétique, ça n'existe pas. C'est simplement de l'accumulation énergétique. On ajoute aux centrales nucléaires des énergies renouvelables, pour produire toujours plus.*» Ce diagnostic est globalement correct si on envisage la transition comme un mouvement censé impliquer une véritable

---

<sup>24</sup> "Le projet d'implantation de six à huit éoliennes à Issarlès sème la zizanie sur le plateau ardéchois... Depuis mars, «l'ambiance est catastrophique» dans la petite commune du plateau ardéchois, reconnaissent les parties." Un exemple parmi les centaines d'articles du même type produits chaque année par la presse régionale. [http://www.levail.fr/puy-en-velay/environnement/2016/12/30/le-projet-dimplantation-de-six-a-huit-eoliennes-a-issarlès-seme-la-zizanie-sur-le-plateau-ardechois\\_12224225.html](http://www.levail.fr/puy-en-velay/environnement/2016/12/30/le-projet-dimplantation-de-six-a-huit-eoliennes-a-issarlès-seme-la-zizanie-sur-le-plateau-ardechois_12224225.html)

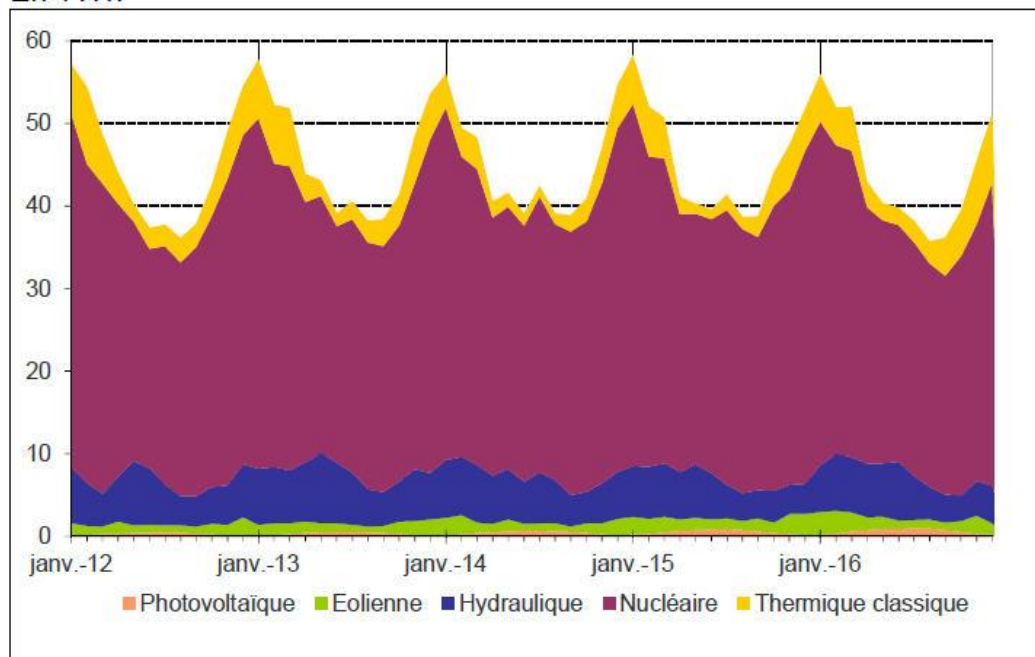
<sup>25</sup> G. de Lagasnerie signale que le discours critique ne fonctionne pas forcément comme arme dans les luttes de transformation sociale: "*Il existe des discours vrais, qui se pensent comme critiques, et qui le sont en un sens, mais qui fonctionnent néanmoins à l'intérieur d'un système du pouvoir.*" Geoffroy de Lagasnerie, op. cit. p77

mutation dans notre rapport collectif à l'énergie. Mais il y a des enseignements à tirer qui ne se limitent pas à ce simple constat d'échec, car ils font intervenir d'autres grilles d'analyse.

Une précision d'abord. Jusqu'à présent, la Transition Energétique n'a pas véritablement consisté à produire plus:

## Production d'électricité par filière

En TWh



Sources : SOeS, d'après CNR, EDF, Enedis, RTE et Uniper France Power

Production électrique par filière – Ministère de l'Environnement, Février 2017<sup>26</sup>

Le bilan net réel de la transition énergétique, c'est plutôt la prolifération de capacités de production. La nuance est, en fait, de taille.

Question: comment arrive-t-on à produire à peu près autant alors que les capacités de production installées sont en forte croissance? D'une part, les capacités en "énergies renouvelables" ont un faible rendement (autour de 20% pour l'éolien). Deuxièmement, l'intégration des "énergies renouvelables" dans le mix conduit à sous-utiliser, tactiquement, certaines capacités héritées (nucléaire, fossiles), ce qui en soi bien sûr n'est pas un mal. Troisièmement, la nécessité d'équilibrer les productions intermittentes (éolien, solaire) a conduit à créer de nouvelles capacités fossiles, centrales à gaz essentiellement, qui sont à la fois sous-utilisées et utilisées de façon inefficace - et non rentable pour les opérateurs. La gestion du mix de *production* étant fortement contrainte par des considérations techniques (charge des réseaux, équilibre offre/demande), l'enjeu de la "transition", en tant que *dynamique*

<sup>26</sup> [http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits\\_editoriaux/Publications/Datalab\\_essentiel/2017/datalab-essentiel-87-conjoncture-energetique-4T2016-fevrier2017.pdf](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits_editoriaux/Publications/Datalab_essentiel/2017/datalab-essentiel-87-conjoncture-energetique-4T2016-fevrier2017.pdf)

*d'investissement*, s'est déplacé vers la question de la *rentabilisation des surcapacités*. C'est ainsi que le modèle initial de rentabilité, qui consistait à subventionner la production de kWh, via des tarifs de rachat garantis aux opérateurs, est en train de s'étendre de telle sorte que la simple mise à disposition de capacités puisse faire l'objet d'un certain niveau de rémunération. C'est le Graal après lequel courent les investisseurs, puisque ceux-ci pourront obtenir un retour sur investissement découplé – au moins partiellement - des vicissitudes de la production. Ceci invitera évidemment à installer toujours plus de nouvelles capacités, autrement dit: la dynamique a les moyens de s'auto-entretenir.

Tout ceci illustre la façon dont la réalité de la Transition Energétique a finalement assez peu à voir avec la production d'électricité nécessaire à la *satisfaction des besoins* incompressibles des populations. De fait, si demain matin, toutes les capacités renouvelables installées dans le pays ces dix dernières années étaient débranchées, le système de production électrique dans son ensemble s'en remettrait très rapidement.<sup>27</sup>

On vient de voir comment les appétits des investisseurs sont désormais en partie déconnectés des seules considérations de production. Il en va de même pour les autres catégories d'acteurs économiques. En particulier, la prolifération actuelle d'éoliennes industrielles a beaucoup moins à voir avec des impératifs de production d'électricité qu'avec par exemple les intérêts du secteur du BTP dans les territoires: une éolienne géante, c'est une piscine olympique de béton armé pour la fondation, et des travaux de VRD pour la desserte et le raccordement. Après la mode des zones d'activité commerciale périurbaines et celle des ronds-points sur les routes, les centrales à béton tournent maintenant à fond pour le sauvetage de la planète.

Ainsi, et de façon quasi structurelle, il nous semble, le déploiement actuel des "énergies renouvelables" est à la satisfaction des besoins en électricité ce que le marché immobilier des subprime a été à la satisfaction des besoins de logement des couches modestes de la société américaine. Il faut prendre la mesure de la façon dont la finance phagocyte, à divers degrés, tous les compartiments de l'activité humaine. La finance n'est ni seulement, ni même principalement l'agence de caisse d'épargne au coin de la rue. Pour qui a conscience de cela, se ranger parmi les "*ennemis de la finance*", et en même temps promouvoir la Transition Energétique selon les modalités actuellement en vigueur, fleure au mieux l'inconséquence, au pire le cynisme.

---

<sup>27</sup> Selon les statistiques de production de RTE (<http://www.rte-france.com/fr/eco2mix/eco2mix>), sur la journée du 18 Décembre 2016, et compte tenu des médiocres conditions de soleil et de vent, l'ensemble éolien + solaire n'a pu fournir que 1,6% de la production totale d'électricité. Ceci oblige à maintenir une capacité installée en filières de production dites pilotables ("renouvelables" ou pas) qui soit pratiquement à hauteur de la totalité des besoins à couvrir. L'hypothétique avènement d'une filière industrielle pour le stockage des énergies intermittentes (éolien, solaire) ne permettrait en rien de se soustraire à cette obligation, mais seulement (ce qui serait déjà beaucoup!) de pouvoir utiliser les capacités intermittentes pour alimenter indirectement des filières pilotables.

Un dernier enseignement à tirer concerne la fonction psychosociale des "énergies renouvelables" et de la Transition Energétique. Pour la génération que nous sommes, pour beaucoup de nos contemporains, la dette écologique accumulée, et notamment l'héritage du dispositif industriel de production électrique (nucléaire, fossiles), sont des fardeaux devenus trop lourds à porter. Le principe de plaisir, ressort humain fondamental (Freud), pousse à rejeter cette charge anxigène. Ce rejet s'exprime notamment sous la forme de *l'exigence de l'espoir* - il faut à tout prix que l'espoir puisse sans cesse se renouveler. L'exigence de l'espoir encourage à son tour la recherche fébrile, et l'appropriation hâtive, de "*solutions*".

En tant qu'elle exprime le principe de plaisir, la perspective anthropocentrique peut être envisagée comme saine, légitime, nécessaire même. Mais par ailleurs, la finance, la technoscience et l'industrie se conjuguent pour produire la désagrégation et l'atomisation du social. L'anthropocentrisme tend alors lui-même à se désagréger. En bout de course, la forme résiduelle de l'anthropocentrisme, sa version ratatinée, est l'égo-centrisme.

Les sujets peu enclins à la problématisation, ou pour qui la confrontation prolongée à un problème devient insupportablement anxigène, s'accrocheront volontiers à l'idée de la Transition Energétique comme "*solution*".

La conjonction de ce "*solutionnisme*" et de l'égo-centrisme conduit à s'accommoder de raccourcis intellectuels que d'autres profils psychologiques jugeront intolérables. Ces raccourcis alimentent tout un courant de l'écologie qui se satisfait de simplement délocaliser les pollutions, les nuisances et de façon générale les impacts collatéraux.

Selon ces raccourcis, le NIMBY c'est l'autre, les voitures électriques sont "propres", etc. Selon ces raccourcis, on envisagera par exemple de préserver seulement ce que la civilisation a de meilleur, mais en intégrant seulement de façon abstraite le fait que, quelle que soit la définition qu'on parvienne à donner à ce "meilleur", ce contenu risque de ne jamais être disponible, à l'échelle de la planète, que pour la minorité de nantis que beaucoup d'entre nous sommes encore.

Geoffroy de Lagasnerie fournit ici peut-être un éclairage complémentaire, qui est de l'ordre du sociopolitique plutôt que du psychosocial. Il cite Franz Fanon qui, dans *Les damnés de la terre*, donc dans le contexte de l'oppression du système colonial, explique que

*"les expériences religieuses collectives, les rites, les transes, etc constituent des domaines d'expériences qui permettent d'expulser les tensions<sup>28</sup> inscrites dans l'expérience coloniale",*

mais aussi comment ces mêmes pratiques,

*"même si elles apparaissent comme se situant en rupture avec l'ordre ordinaire, [...] revêtent un caractère fonctionnel par rapport à celui-ci en permettant à ceux qui le subissent d'extérioriser de manière non politique les*

---

<sup>28</sup> C'est nous qui soulignons. Idem plus bas.

*souffrances qu'ils y endurent et donc, ainsi, [...] permettent à l'ordre de se reproduire*"<sup>29</sup>.

Le "*caractère fonctionnel*", dans la terminologie de Fanon et de de Lagasnerie, qualifie

*"les pratiques qui contribuent à perpétuer ou à aggraver les systèmes de pouvoir, qui les ratifient et participent de leur fonctionnement"*<sup>30</sup>.

A défaut d'une clarté suffisante sur la façon dont Cyril Dion entend faire advenir le changement de société auquel légitimement il aspire, des produits culturels comme le film "Demain"<sup>31</sup>, et l'élan d'adhésion populaire à la Transition Énergétique que ces produits accompagnent et entretiennent, s'exposent au soupçon de fonctionner un peu comme les expériences collectives dont parle Fanon.

Ainsi, au titre de ces analyses, contrairement à la formulation qu'en fait Nelly de Rodez, mais en même temps à l'appui, en quelque sorte, de la substance de son propos, notre hypothèse de travail est que nous sommes bien collectivement engagés dans une "transition énergétique", mais qui se déploie dans une réalité très distincte de celle qu'envisagent ses promoteurs et tous ceux qui y puisent l'espoir. Cette réalité relève pour beaucoup de l'ordre du sociologique et pour presque rien de l'ordre de l'énergétique. Elle relève aussi d'une certaine façon de l'ordre de l'écologique, mais seulement en tant qu'elle constitue une adaptation psychique à l'horreur écologique objective ambiante, sous la contrainte de la domination financière omniprésente. L'illusion répandue d'un changement de paradigme énergétique s'appuie largement sur le fétichisme de la machine, lui-même savamment entretenu. Selon notre lecture, la "transition énergétique" est plutôt une construction sociale abstraite qui a pour fonction essentielle de nous protéger de la réalité de la dette écologique devenue un fardeau psychiquement autant que matériellement insupportable. Elle a valeur de "*doudou*" *cognitif*.

Perspectives Ecologiques, 9 Mars 2017

\*\*\*

---

<sup>29</sup> Geoffroy de Lagasnerie: op. cit. p46

<sup>30</sup> Geoffroy de Lagasnerie, op. cit. p22

<sup>31</sup> Dans l'ensemble de ce texte, et sauf exception explicite, on a évalué le film "Demain" uniquement par rapport au traitement qui y est fait de la question énergétique. Le film aborde plusieurs autres sujets, agriculture, démocratie, éducation... Le regard qui est porté ici sur le traitement de la question énergétique par "Demain" ne vaut pas nécessairement pour la façon dont le film traite de ces autres thématiques.